

INDIVIDUAL CONSULTANT PROCUREMENT NOTICE

IC – RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INTERNATIONAL CHARGE D'ÉVALUATION DU FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT POUR LE BURUNDI

Lieu de la mission :	Bujumbura
Durée de la mission :	60 jours prestés pour remise du livrable final requis.
Description :	CONSEIL SUR L'ÉVALUATION DU FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT POUR LE BURUNDI
Nom du projet :	SDG Fund

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE LA MISSION

Dans le cadre de la dynamique mondiale pour faire avancer l'Agenda 2030, et avec le soutien du PNUD, le Burundi s'est engagé à intégrer les objectifs de développement durable (ODD dans son Plan national de développement pour le Burundi (PND Burundi 2018-2027), les plans stratégiques sectoriels et les Plans communaux de développement communautaire (PCDC). Au cours du processus de contextualisation des ODD, le Burundi a donné la priorité à 49 cibles et 101 indicateurs. Il a en outre décidé de définir un nouveau paquet national de 111 cibles et 176 indicateurs. L'objectif global du PND 2018-2027 est la transformation structurelle de l'économie burundaise, pour une croissance forte, durable, résiliente et inclusive, créant des emplois décents pour tous et conduisant à un meilleur bien-être social. Au niveau national, les financements requis pour la mise en œuvre du PND 2018-2027 sont estimés à 20 385 milliards BIF au total (environ 11,1 milliards USD). Au niveau local, l'État burundais a renforcé l'investissement local avec une allocation annuelle de 570 millions BIF pour l'investissement de chaque Commune au Burundi

Cependant, le financement au Burundi reste fragmenté et insuffisant pour la mise en œuvre des ODD et des plans de développement tant au niveau national que local. La mobilisation et la gestion des finances publiques est affaiblie par le manque d'innovation des interventions publiques en matière de fiscalité, de dépenses et de réglementation. Le Burundi se caractérise par la faiblesse de son niveau de mobilisation des recettes intérieures en moyenne 14,7% du PIB sur la période 2017-2019, et un déficit budgétaire (hors dons) de 9,2% du PIB en moyenne sur la même période. En incluant les dons dans les recettes budgétaires, le déficit est réduit à 4,2 % du PIB, ce qui atteste de leur importance dans le financement du budget. En outre, le cadre de suivi et d'évaluation budgétaire n'a pas été bien établi aux niveaux national et local, ce qui limite la capacité à évaluer les progrès des ODD dans la mise en œuvre des ODD, et plus généralement du PND et PCDC en temps réel.

De même, la participation du secteur privé au financement des ODD, du PND et des PCDC est toujours inférieure aux attentes et n'est pas coordonnée. En fait, le secteur privé du Burundi est peu développé, est resté dominé par les micro-entreprises du secteur informel, avec un accès faible au financement bancaire classique, et est orienté principalement vers le marché local. La part de l'investissement privé dans le PIB reste encore faible et est inférieure à la moyenne des pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est. Bien qu'ils soient considérés comme l'une des sources de financement potentiellement

innovantes pour le développement économique du Burundi, les transferts de fonds vers le pays ont diminué, passant de 51 à 48 millions de dollars US entre 2015 et 2019.

La pandémie COVID-19 en cours menace la mise en œuvre des ODD, PND et PCDC au Burundi et a un impact négatif sur les systèmes de santé et le développement socio-économique du pays. Selon le FMI, la croissance du PIB devrait diminuer de manière significative, passant de 1,8 % en 2019 à -5,5 % en 2020. Afin d'atténuer la propagation du virus, le gouvernement a maintenu et renforcé les mesures qui permettent de juguler la propagation de la pandémie notamment :

- a) Mise en place d'un comité national contre la covid19 et renforcement du rôle du comité scientifique
- b) La coordination avec les pays voisins dans la lutte contre la propagation de la pandémie
- c) L'adhésion aux mesures permettant la maîtrise du covid19 ;
- d) Suspension des vols internationaux, à l'exception des vols de fret et humanitaire, et de toutes les missions internationales officielles, ainsi que la fermeture des frontières.

Le Burundi a élaboré un plan d'urgence national en réponse à la pandémie dans le secteur de la santé, dont le coût est estimé à 58 millions de dollars US. En outre, le gouvernement envisage de soutenir les secteurs durement touchés, tels que les transports et l'hôtellerie, en redéfinissant les priorités et le financement du budget. Parmi les autres mesures fiscales et financières prévues, citons : l'exonération d'impôts pour les hôtels et les industries qui ne seront pas en mesure de payer ; des subventions pour aider à payer les salaires dans les secteurs hôtelier et industriel et éviter les licenciements massifs ; les salaires pour les services suspendus ; et l'encouragement à la prolongation des échéances des prêts aux emprunteurs des secteurs durement touchés, de manière ciblée et limitée dans le temps. En plus, le gouvernement avec l'appui des partenaires au développement, la BM, la BAD, le PNUD et l'Unicef a fait l'analyse d'impact du covid au niveau macro et micro au niveau des groupes vulnérables). Ainsi, le UN Framework est en cours de finalisation avec la collaboration de la plus parts des partenaires.

Compte tenu du contexte ci-dessus, il est crucial pour le Burundi de mettre en place un cadre national de financement intégré (INFF, selon le sigle en anglais) avec une planification et des stratégies de financement holistiques, prévoyantes/prévisibles et tenant compte des risques pour ses priorités en matière de redressement et de développement durable, tant au niveau national que local. Ce projet d'évaluation du financement du développement, en tant qu'évaluation solide du paysage financier et politique et institutionnel pertinent aux niveaux national et local, fait partie des efforts conjoints de l'équipe de pays des Nations unies au Burundi pour aider le pays à mettre en place un tel INFF. L'objectif sera de fournir des solutions et des recommandations sur le renforcement des architectures de planification et de financement au Burundi afin non seulement utiliser les ressources financières existantes de manière plus efficace et efficiente, mais aussi de catalyser des financements supplémentaires pour la réalisation des ODD aux niveaux national et local.

II. OBJECTIF PRINCIPAL DE LA MISSION

L'objectif principal, c'est d'évaluer le financement du développement (EFD) par le Development Finance Assessment (DFA) qui est un outil destiné à aider les pays à définir la phase initiale du processus d'opérationnalisation d'un cadre de financement national intégré (INFF) qui soutiendra le financement d'un développement durable et inclusif. Le DFA est un outil qui aide les pays à mieux comprendre le paysage financier dans lequel ils opèrent et à identifier les possibilités pour mobiliser des financements supplémentaires, tout en utilisant plus efficacement les ressources financières existantes pour réaliser l'Agenda 2030. Il offre une analyse complète des perspectives de financement public et privé, des politiques de financement et des structures institutionnelles, ainsi que les possibilités à mettre en place une approche plus intégrée du financement. Il s'agit d'un outil conçu pour agréger les analyses et établir une collaboration entre les acteurs. Parallèlement à la nouvelle analyse qu'il entreprend, le DFA rassemble des informations provenant d'un large éventail de sources et d'évaluations qui se concentrent sur des flux financiers ou des domaines politiques particuliers, y compris des données quantitatives et qualitatives et d'autres indicateurs de substitution, le cas échéant.

A. Aperçu du processus d'évaluation de financement du développement (EFD)

Une série de dialogues sur le financement constitue l'épine dorsale du processus du DFA. Sous la direction d'un comité national interministériel dirigé conjointement par le gouvernement et les Nations Unies, le DFA réunit des fonctionnaires, le secteur privé et d'autres parties y compris les bailleurs bi et multilatéraux pour faciliter les discussions sur la manière de mettre en œuvre une approche plus intégrée du financement des priorités de développement par le biais d'un INFF. Le DFA facilite les discussions sur les défis et les opportunités du financement public et privé et vise à établir un consensus sur les moyens d'aller de l'avant.

Le résultat du DFA est une feuille de route de l'INFF qui expose les étapes qui seront prises par la suite pour rendre l'INFF opérationnel. La feuille de route de l'INFF sera élaborée sous la direction du comité de pilotage et reprendra les étapes convenues dans le cadre du processus du DFA sur la manière dont chacun des éléments constitutifs de l'INFF sera rassemblé et rendu opérationnel dans le contexte du Burundi.

De cette façon, le DFA peut façonner la phase de démarrage du processus d'opérationnalisation d'un INFF au Burundi pour soutenir le redressement et le développement socio-économique durable ;

B. La Méthodologie pour la conduite des travaux/Travail demandé

Sous la supervision conjointe du bureau de pays du PNUD au Burundi et le comité de pilotage et le comité technique multisectoriels, et avec l'appui du Centre du PNUD pour le secteur financier en Afrique, l'équipe de consultants dirigera les composantes techniques du processus d'évaluation du financement du développement au Burundi.

Le consultant principal /international est chargée d'orienter, de façonner et de fournir l'analyse de fond et les recommandations du processus du DFA, qui aboutit à l'articulation et à la définition d'une feuille de route du INFF. Tout cela en commençant par l'adhésion des autorités nationales à ces nouveaux mécanismes, Le portage est un préalable pour avancer

IL/Elle fera avancer le processus du DFA, sous la direction du Comité de pilotage et du bureau national du PNUD au Burundi, y compris le centre du PNUD pour le secteur financier, mais sans s'y limiter, les activités suivantes dans chaque phase du DFA en relation avec les quatre composantes du INFF :

Phase initiale d'analyse et de consultation du DFAE

- Compiler et analyser les données et la littérature politique afin de mieux comprendre le contexte et les perspectives de financement ainsi que les structures existantes, les réformes en cours et les possibilités de renforcer les politiques de financement et les structures institutionnelles par rapport aux éléments constitutifs d'un INFF. L'analyse suivra le cadre analytique du DFA - voir le résumé de l'analyse de fond ci-dessous.
- Superviser la collecte et l'analyse des données, ainsi que la sensibilisation des acteurs nationaux.
- Participer activement à la planification des consultations et des dialogues sur le financement, que ce soit par le biais de mission(s) ou d'engagement à distance, dans le cadre de la finalisation du plan d'engagement du DFA.
- Mener des consultations avec les parties prenantes dans l'ensemble du paysage financier pour (i) collecter des données, des informations et des analyses, (ii) faire participer les parties prenantes au processus de DFA et (iii) partager, socialiser et affiner les premières conclusions et idées émergentes pour les recommandations à élaborer.
- Diriger les discussions techniques lors des premiers échanges sur le financement multipartite.
- Collaborer étroitement avec le comité de pilotage pour s'assurer que le processus reste conforme à ses orientations et à ses objectifs.
- Organiser la présentation des résultats trouvés à l'endroit de toutes les parties prenantes.

Faciliter le dialogue sur le financement en vue de la feuille de route de l'INFF

- Affiner l'analyse des perspectives et du contexte de financement par rapport aux éléments constitutifs du FFI, afin de commencer à identifier les priorités de développement déjà définies dans le PND2018-2027 et les recommandations potentielles pour renforcer le financement par rapport aux éléments constitutifs du FFI.
- Préparer le premier projet de rapport du DFA.
- Mener des discussions techniques, que ce soit dans le cadre d'une ou plusieurs missions ou d'un engagement à distance, dans le cadre d'une série de dialogues sur le financement qui façonnent et affinent de manière itérative l'analyse et l'élaboration de solutions dans le cadre d'un processus de collaboration.
- Un engagement étroit et continu avec le comité de pilotage pour assurer un alignement continu sur les priorités du gouvernement et l'appropriation du processus et des recommandations par le gouvernement.
- Faciliter les discussions techniques par le biais de petits groupes de travail spécialisés afin d'affiner les priorités spécifiques, selon les besoins.

Articulation et approbation de la feuille de route de l'INFF

- Travailler en étroite collaboration avec le comité de pilotage pour préparer le projet de feuille de route de l'INFF.
- Travailler avec les parties prenantes concernées pour affiner des solutions spécifiques et réalisables à inclure dans la feuille de route du INFF.
- Soutenir le comité de pilotage selon les besoins pour affiner, finaliser et approuver la feuille de route du RIFF.

L'analyse de fond qui sera effectuée tout au long du processus et utilisée pour faciliter la discussion dans le cadre des dialogues sur le financement suivra l'approche détaillée dans le guide du DFAE (version 3.0). Ce guide rassemble et analyse les données et les informations relatives aux quatre éléments constitutifs d'un INFF. L'analyse est au niveau national et au niveau local dans les provinces sélectionnées comprend :

Covid-19 et priorités pour être résilient aux chocs.

- Identifier les priorités pour la reprise et mieux reconstruire à partir de la covid-19, et les objectifs de développement durable à moyen et long terme alignés sur le PND 2018-2027 et les PCDC dans

certaines provinces.

- Identifier les priorités inscrites dans le PIP au niveau du ministères en charge de de la Planification au Burundi ;
- L'examen des impacts de la pandémie de covid-19 et des réponses gouvernementales à ce jour, y compris les principales interventions financières.

Module 1 de l'INFF : évaluation et diagnostic

- Rassembler les estimations existantes des besoins de financement et des coûts associés à la réalisation des priorités de développement nationales et locales alignées sur le PND 2018-2027 et les PCDC dans certaines provinces.
- Entreprendre une analyse complète et actualisée, tant au niveau national que local dans certaines provinces, des tendances historiques, du contexte actuel et des perspectives futures dans le paysage financier, en tenant compte des ressources, des flux et des instruments de financement publics, privés, nationaux et internationaux, avec une attention particulière à l'impact de COVID-19 sur chaque flux financier, ainsi qu'une évaluation du paysage financier numérique (par exemple, l'épargne, le crédit, l'assurance et le paiement numériques).
- Cartographie et analyse de divers risques susceptibles d'affecter les besoins de financement, les tendances et la disponibilité des financements pour les priorités du développement durable, en s'appuyant sur la littérature et les analyses disponibles. L'étendue possible des risques peut inclure les risques économiques, politiques, fiscaux, financiers, climatiques, environnementaux, de catastrophe, de pandémie ou autres, ainsi que les risques et contraintes politiques et institutionnels.
- Développer des scénarios simples de futures trajectoires de financement en fonction de la disponibilité des données et des hypothèses sur la récupération de COVID-19, les risques futurs, les progrès vers les objectifs de la politique de financement et d'autres facteurs.

Analyser les points forts et les possibilités de renforcer la capacité des institutions nationales et locales à mettre en œuvre efficacement les politiques de financement public et privé

- **Module 2 de l'INFF : stratégie de financement** Examiner les politiques existantes et les réformes en cours pour la gouvernance des financements publics et privés qui facilitent la mobilisation et la promotion des investissements et font progresser les priorités nationales et locales en matière de développement durable. Les politiques aux niveaux national et local dans le contexte du Burundi pertinentes pour le financement du PND 2018-2027 et des PCDC doivent être analysées, y compris celles régissant les finances publiques (par exemple, la stratégie de mobilisation des recettes intérieures, le budget annuel et à moyen terme, la stratégie de la dette publique, la stratégie de gestion des finances publiques, la gestion des entités publiques et la politique de coopération au développement) et le financement privé (par exemple, les politiques d'investissement privé et la stratégie de promotion des investissements, les politiques de développement du secteur financier et d'inclusion financière, la politique de PPP, l'engagement de la diaspora).
- Analyser les possibilités de mobiliser de nouvelles sources de financement, notamment celles liées au financement numérique et à l'écosystème du financement des risques, et renforcer l'alignement des financements publics et privés sur les priorités de développement.
- Travailler avec le Comité de pilotage pour élaborer des solutions et des recommandations pour les réformes des politiques de finances publiques, des structures institutionnelles et des capacités en vue de soutenir une approche intégrée des finances publiques pour mieux reconstruire et financer le PND 2018-2027 et les PCDC.
- Travailler avec le Comité de pilotage pour élaborer des solutions et des recommandations pour les réformes des politiques de financement privé, des structures institutionnelles et des capacités en vue de soutenir une approche intégrée de la politique publique en matière de financement privé pour mieux reconstruire.

12/25

Module 3 de l'INFF : suivi et révision

- Évaluer les systèmes de pilotage de l'économie, de suivi et de notification des financements en place, la capacité statistique institutionnelle de suivi des financements publics et privés, et leur contribution aux résultats du développement durable aux niveaux national et local, ainsi que les effets de la pandémie COVID-19 sur les tendances de financement en tenant compte de questions telles que la disponibilité et l'exhaustivité des données en temps réel.
- Travailler avec le comité de pilotage pour élaborer des solutions et des recommandations pour le renforcement des capacités et l'intégration et le renforcement des cadres de pilotage pour le FNI.
- **Module 4 de l'INFF : gouvernance et coordination**
- Analyser les cadres et les mécanismes institutionnels en place par lesquels le gouvernement gère les politiques vers différents types de financement pour le PND 2018-2027 et les PCDC et les priorités de réponse et de rétablissement du COVID-19.
- Analyser les plateformes et les mécanismes existants (par exemple, les forums, les groupes de travail et les comités) pour la coordination de la politique de financement et le dialogue au sein du gouvernement et avec les acteurs externes tels que le secteur privé, les organisations de la société civile (OSC), les groupes de réflexion, les institutions financières internationales (IFI) et les partenaires de développement, en rapport avec les priorités de développement dans le DNP 2018-2027 et les PCDC.
- Travailler avec le Comité de pilotage pour élaborer des recommandations visant à renforcer les structures et les capacités institutionnelles pour une gestion et une mise en œuvre plus intégrées des politiques de financement et un dialogue public-privé plus fort sur le financement des priorités de développement dans les PND 2018-2027 et les PCDC.

Feuille de route de l'INFF

- Travailler avec le Comité de pilotage pour élaborer une feuille de route du FFI qui soit concertée et articulée, mettant en évidence les recommandations et le processus de réforme sur les solutions de financement, les changements institutionnels et les options de développement des capacités pour les stratégies de financement aux niveaux national et local afin de faire progresser le développement durable au Burundi.

Veillez consulter les chapitres sur le cadre analytique et le processus du DFA dans le DFA Guidebook v3.0 pour plus de détails.

III. RESULTATS ATTENDUS DE LA MISSION

Produits livrables/résultats	Durée estimée de l'opération	Échéances cibles	Examen et approbations nécessaires
Collecte et analyse initiales des données, consultations bilatérales et premier dialogue sur le financement	20 jours	TBC	PNUD en consultation avec le Comité de pilotage
Série de dialogues sur le financement	20 jours	TBC	PNUD en consultation avec le Comité de pilotage
Premier projet de feuille de route de l'INFF et rapport du DFA	15 jours	TBC	PNUD en consultation avec le Comité de pilotage
Approbation de la feuille de route de l'INFF et du rapport du DFA	5 jours	TBC	PNUD en consultation avec le Comité de pilotage

L'agenda des ateliers de dialogues et d'échanges (et les thématiques à discuter) sera défini et préparé par l'équipe des consultants.

A. Arrangement institutionnel

L'équipe de consultants travaillera sous la direction étroite du comité technique et le comité de pilotage et des bureaux de pays du PNUD, UNICEF, et UNCDF au Burundi en collaboration avec le Centre du secteur financier africain du PNUD pendant toute la durée de la mission.

B. Qualifications

1.Éducation

- Niveau maîtrise (bac +5) dans le domaine du financement du développement, de l'économie, de la statistique ou d'autres domaines pertinents.

2. Expérience professionnelle

- Au moins 7 à 10 ans d'expérience dans le domaine du financement du développement, de la gestion financière publique, du développement du secteur privé, de la budgétisation et de la planification. Une expérience antérieure avec un partenaire de développement, une organisation internationale ou un gouvernement est un très grand avantage.
- Une expérience de la recherche dans les domaines de la politique de financement public ou privé pour le développement durable est requise.
- Expérience du travail au niveau national, ancrée dans les réformes des politiques publiques en étroite collaboration avec le gouvernement.
- D'excellentes compétences rédactionnelles sont requises, comme l'ont démontré les précédents rapports de recherche/analyse sur des sujets pertinents.
- Capacité avérée à mener des consultations et à faciliter le dialogue entre les hauts fonctionnaires du gouvernement et les autres parties prenantes de haut niveau requise.
- Bonne connaissance des questions politiques de fond dans les domaines clés du financement public et privé.
- Une excellente connaissance des techniques de collecte et de traitement de données, de l'analyse et des outils statistiques est essentielle.
- Des compétences quantitatives avancées et une expérience des outils d'analyse de données connexes sont un avantage.
- Capacité démontrée à s'engager dans l'analyse stratégique et sectorielle.
- La compréhension et connaissance de l'environnement du travail au Burundi seront un avantage.

3.Exigence linguistique :

- Maîtrise du français (écrit et parlé), et capacité à résumer et à présenter efficacement des informations.

4. Compétences :

- Démontrer/garantir l'éthique et l'intégrité, en s'inspirant des valeurs et des normes éthiques des Nations unies et du PNUD.
- Promouvoir la vision, la mission et les objectifs stratégiques de l'ONU/PNUD.
- Affiche la sensibilité et la capacité d'adaptation à la culture, au sexe, à la religion, à la race, à la

E. Critères de sélection

- Qualifications éducatives (15 points)
- Qualifications et certifications professionnelles (25 points)
- Expérience prouvée et mise en œuvre satisfaisante d'une mission similaire dans le passé (60 points)

F. Durée des travaux

La durée prévue de cette mission est de 60 jours, avec une date de début fixée au 15 juillet 2021 et devrait être terminée pour mi-octobre 2021.

Approuvé par :



The image shows a blue ink signature of Binta SANNEH over a rectangular official stamp. The stamp contains the text 'Binta SANNEH', 'Représentante Résidente', and 'Adjointe Programme et Opérations'. To the right of the signature is a small square stamp with the United Nations logo and the letters 'P N U D' stacked vertically.

Représentante Résidente Adjointe/Programme et Opérations